

REGLEMENT INTERIEUR

DU CONSEIL MUNICIPAL

DE

SOUCIEU-EN-JARREST

Délibération du conseil municipal n°2020-09-29/03

SOMMAIRE

Chapitre I : Les réunions du Conseil municipal	p 4
- Article 1 : Périodicité des séances	p 4
- Article 2 : Convocations	p 4
Chapitre II : Tenue des séances du Conseil municipal	p 5
- Article 3 : Présidence	p 5
- Article 4 : Quorum	p 5
- Article 5 : Pouvoirs	p 5
- Article 6 : Participation aux séances	p 6
- Article 7 : Publicité des séances	p 6
- Article 8 : Police de l'assemblée	p 6
Chapitre III : Organisation des débats	p 6
- Article 9 : Déroulement de la séance	p 6
- Article 10 Le débat d'orientation budgétaire	p 7
- Article 11 : Délibérations	p 7
- Article 12 : Suspension de séance	p 7
Chapitre IV : Comptes rendus et extraits des délibérations	p 7
- Article 13 : Comptes rendus	p 7
Chapitre V : Commissions, Comités et Groupes	p 8
- Article 14 : Constitution des commissions municipales	p 8
- Article 14-1 : Fonctionnement des commissions municipales	p 8
- Article 15 : Commission d'appel d'offres	p 8
- Article 16 : Comités consultatifs	p 9
- Article 17 : Groupes de travail	p 9
- Article 18 : La constitution d'un groupe d'opposition	p 9
- Article 19 : Mise à disposition d'un local pour les conseillers municipaux de l'opposition	p 9
Chapitre VI : Le droit à l'information et le droit d'expression des conseillers municipaux	p 9
- Article 20 : Droit à l'information	p 9
- Article 21 : Droit d'expression	p 10
- Article 22 : Bulletin d'information municipale	p 10
- Article 23 : Affichage et publicité	p 10

Chapitre VII : Dispositions finales	p 11
- Article 24 : Modification du règlement	p 11
- Article 25 : Application du règlement	p 11

L'article L.2121-8 du Code général des Collectivités territoriales (CGCT), prévoit l'obligation pour les conseils municipaux des communes de 1000 habitants et +, de se doter d'un RI qui doit être adopté dans les 6 mois qui suivent leur installation.

CHAPITRE I : LES REUNIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 1 : Périodicité des séances

Le conseil municipal se réunit en principe une fois tous les 2 mois.

En tout état de cause, le conseil municipal est tenu de se réunir au moins une fois par trimestre.

Le Maire peut réunir le conseil municipal chaque fois qu'il le juge utile.

Le Maire est tenu de convoquer le conseil municipal dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou le tiers au moins des membres en exercice.

En cas d'urgence, le représentant de l'Etat peut abréger ce délai.

Article 2 : Convocations

Le conseil municipal est convoqué par le Maire conformément aux dispositions des articles L.2121-7, L.2121-9, L.2121-10 et L.2121-12 du CGCT dans les conditions ci-après :

La convocation qui comporte obligatoirement l'ordre du jour de la séance est adressée aux conseillers municipaux par voie dématérialisée ou à si les conseillers municipaux en font la demande par courrier postal 5 jours (cinq jours) francs au moins avant la date de la réunion.

Les conseillers municipaux précisent par écrit l'adresse postale ou électronique à laquelle les convocations leur seront adressées.

La convocation est en outre mentionnée au registre des délibérations, affichée dans les panneaux d'affichage légaux de la mairie ou publiée.

Le Maire peut en cas d'urgence abréger le délai visé précédemment sans toutefois qu'il puisse être inférieur à un jour franc.

Cette initiative, qui n'appartient qu'au Maire seul, est soumise dès l'ouverture de la séance à l'appréciation du conseil municipal qui, s'il désapprouve à la majorité, l'initiative du Maire, peut renvoyer tout ou partie l'examen des affaires à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Pour les communes de 3500 habitants et plus, la convocation adressée aux conseillers municipaux doit être accompagnée, pour chaque affaire inscrite à l'ordre du jour, d'une note explicative de synthèse qui contient les éléments essentiels présentant les motifs des décisions à prendre et permettant d'en mesurer toutes les conséquences.

CHAPITRE II : TENUE DES SEANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 3 : Présidence

Le Maire, ou celui qui le remplace, assume la présidence des séances du conseil municipal.

En cas d'empêchement, le Maire est remplacé dans les conditions fixées par l'article L.2122-17 du CGCT :
« en cas d'absence, de suspension, de révocation ou de tout autre empêchement, le Maire est provisoirement remplacé, dans la plénitude de ses fonctions, par un adjoint, dans l'ordre des nominations et, à défaut d'adjoint, par un conseiller municipal désigné par le conseil ou, à défaut, pris dans l'ordre du tableau. »

Le président ouvre la séance, vérifie le quorum et la validité des pouvoirs. Il fait approuver le compte rendu de la séance précédente et prend note des observations éventuelles. Il propose un secrétaire de séance, dirige les débats, accorde la parole et met aux voix les propositions et délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire des épreuves du vote, en proclame les résultats et prononce la clôture de la séance.

Lors du débat où le compte administratif du Maire est débattu, le conseil municipal désigne son Président en la personne du doyen ou de la doyenne d'âge. Dans ce cas, le Maire peut assister à la discussion mais il doit se retirer au moment du vote.

Article 4 : Quorum

Le conseil municipal ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice est physiquement présente.

Le quorum s'apprécie à l'ouverture de la séance.

Pour Soucieu-en-Jarrest, cela signifie que doivent être présents au moins 14 conseillers municipaux.

Quand, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions de l'article 1^{er} du présent règlement, le conseil municipal ne s'est pas réuni en nombre suffisant, la séance est ajournée et convoquée à nouveau à 3 jours au moins d'intervalle. Lors de la nouvelle séance correctement convoquée, le conseil municipal peut valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents.

Les pouvoirs ne sont pas pris en compte dans le calcul du quorum.

Article 5 : Pouvoirs

Un conseiller municipal empêché d'assister à tout ou partie d'une séance peut donner à un autre membre du conseil municipal de son choix, pouvoir écrit pour voter en son nom pendant la durée où il est absent. Ce pouvoir doit être remis au Maire par courrier ou courriel.

Un même conseiller ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Un pouvoir est révocable à tout moment par le mandant, notamment lorsque celui-ci est présent en personne à la séance.

Sauf en cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de 3 séances consécutives.

Article 6 : Participation aux séances

Le Directeur Général des Services assiste aux séances, rédige le compte rendu de la séance. A la demande de monsieur le Maire ou d'un membre du conseil municipal, le Directeur Général des Services peut apporter des compléments d'informations techniques concernant les sujets à l'ordre du jour. Il ne prend pas part aux votes.

Le Maire peut en outre convoquer toute personne qualifiée.

Article 7 : Publicité des séances

Les séances du conseil municipal sont publiques. Cependant, le conseil municipal peut décider sur la demande du Maire ou de trois conseillers par un vote acquis sans débat à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Durant toute la séance, le public présent dans les places qui lui sont réservées doit se tenir assis et garder le silence.

Un emplacement est réservé au représentant de la presse. Une copie des documents remis aux élus municipaux ainsi que de tout document de nature à éclairer l'information peut lui être remise.

Article 8 : Police de l'assemblée

Le président de séance a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

CHAPITRE III : ORGANISATION DES DEBATS

Article 9 : Déroulement de la séance

Le déroulement de la séance est fixé dans les conditions ci-après : le Maire à l'ouverture de la séance après vérification de la feuille d'émargements des conseillers constate le quorum, proclame la validité de la séance et cite les pouvoirs reçus.

Il soumet à l'approbation de l'assemblée le compte rendu de la séance précédente. Les observations éventuelles sont consignées au compte rendu de la séance.

Le conseil municipal désigne un secrétaire au début de chaque séance. Le secrétaire de séance aura une mission de relecture du compte rendu. Il assiste le Maire pour la vérification du quorum, la validité des pouvoirs, pour la constatation des votes et le dépouillement du scrutin.

En début de séance, le Maire rend compte des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation reçue du conseil municipal conformément à l'article L 2122.22 du CGCT

Le cas échéant, le Maire soumet l'autorisation d'inscription d'une délibération imprévue à l'ordre du jour.

Article 10 : Le débat d'orientation budgétaire

S'agissant des finances communales, un débat a lieu obligatoirement au conseil municipal sur les orientations générales du budget, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci.

A cet égard, les notes de synthèse mentionnées à l'article 2 doivent notamment faire apparaître les politiques budgétaires proposées par grandes masses fonctionnelles, par programme d'investissement ainsi qu'en matière fiscale et tarifaire. En outre, une note détaillée sur l'état de la dette de la commune est communiquée à cette occasion.

Le débat sur les orientations générales du budget est sanctionné par un vote du conseil municipal.

Toutefois, le conseil municipal doit acter par délibération qu'il a bien été procédé à ce débat.

Un délai minimum de quinze jours doit être observé entre le débat d'orientation budgétaire et le vote du budget.

Article 11 : Délibérations

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les bulletins nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

En cas de partage égal des voix, sauf en cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Le mode de vote habituel est le vote à mains levées.

Le vote a lieu au scrutin secret toutes les fois qu'un membre présent le réclame ou s'il s'agit de procéder à une nomination.

Dans ce dernier cas, après deux tours de scrutin secret si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations sauf dispositions législatives ou réglementaires prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Article 12 : Suspension de séance

Le Maire peut suspendre la séance et en fixer la durée. La suspension est de droit lorsqu'elle est demandée par le Maire ou au moins cinq élus.

CHAPITRE IV : COMPTES RENDUS ET EXTRAITS DES DELIBERATIONS

Article 13 : Comptes rendus

Les séances publiques du conseil municipal donnent lieu à l'établissement d'un compte rendu reprenant le contenu de la question et le résultat du vote.

Le compte rendu doit être affiché sous huitaine en mairie.

Il est adressé aux conseillers municipaux et tenu à la disposition du public.

Les délibérations sont consignées par ordre chronologique dans le registre des délibérations.

CHAPITRE V : COMMISSIONS, COMITES ET GROUPES

Article 14 : Constitution des Commissions municipales

Le conseil municipal a créé 6 commissions permanentes ainsi dénommées dont la composition et le nombre ont été fixés par délibération en début de mandat. Ces commissions sont les suivantes :

« Affaires scolaires, Revitalisation centre bourg et commerces, Social et santé, Sport, culture et vie associative, Transition écologique et cadre de vie, Urbanisme »

Une commission générale regroupant toutes les commissions permanentes peut être convoquée si besoin par le Maire. L'ensemble du conseil municipal en est membre de droit.

Article 14 -1 : Fonctionnement des commissions municipales

Les commissions sont convoquées par courriel par le Maire ou son représentant qui en est le président de droit.

Lors de la première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les présider si le Maire est absent ou empêché.

Les commissions permanentes instruisent les affaires qui leur sont soumises et en particulier les projets de délibérations intéressant leurs secteurs d'activités.

Hormis les cas dans lesquels le conseil municipal est convoqué d'urgence et ceux dans lesquels il décide expressément d'écarter cette obligation, aucune affaire ne peut être soumise à délibération si elle n'a fait au préalable, l'objet d'un examen par la commission concernée.

Les commissions n'ont pas de pouvoir de décision et émettent leurs avis à la majorité des membres présents. Elles désignent le rapporteur chargé de présenter le travail et l'avis de la commission.

Les discussions en commission et le rapport de la commission ne peuvent en aucun cas tenir lieu de délibération et de décision du conseil municipal.

Le mandat des membres des commissions municipales prend fin en même temps que celui de conseiller municipal.

Article 15 : Commission d'appel d'offres

La commission d'appel d'offres est composée du Maire, président de droit ou de son représentant, et des cinq membres du conseil municipal élus en son sein. Le fonctionnement de la commission d'appel d'offres est régi par les articles L 1411-5, L 1414-2 et D 1411-3 du CGCT.

Article 16 : Comités consultatifs

Le domaine dans lequel peut s'exercer la mission consultative de chaque comité est défini par délibération. La composition des comités consultatifs est fixée par le conseil municipal sur proposition du Maire ou d'un membre du conseil municipal pour une durée qui ne peut excéder celle du mandat municipal.

Doivent faire partie des comités consultatifs des personnes extérieures au conseil, notamment des représentants des associations locales.

Les comités consultatifs doivent être constitués d'un ou plusieurs membres du conseil, des représentants des associations locales, potentiellement de Jarréziens volontaires tirés au sort par quartiers, de personnes qualifiées désignées par le maire.

La présidence de chaque comité est assurée par un membre du conseil municipal désigné par le Maire.

Les avis émis par les comités consultatifs feront l'objet d'un examen en conseil municipal.

Article 17 : Groupes de travail

Chaque commission si elle le juge utile pourra constituer tout groupe comprenant des Jarréziens volontaires afin de réaliser des travaux nécessaires au bon fonctionnement de la commune.

Article 18 : La constitution d'un groupe d'opposition

L'effectif minimum de conseillers pour la constitution d'un groupe d'élus est de 4 personnes. Des groupes d'opposition peuvent se constituer en cours de mandat.

Article 19 : Mise à disposition d'un local pour les conseillers municipaux de l'opposition

Conformément aux articles L 2121-27 CGCT & D 2121-12 CGCT

Dans les communes de plus de 3 500 habitants, les conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale qui en font la demande peuvent disposer sans frais du prêt d'un local commun. Un décret d'application détermine les modalités de cette mise à disposition. »

Les modalités d'aménagement et d'utilisation du local commun mis à la disposition des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale, en application de l'article L 2121-27, sont fixées par accord entre ceux-ci et le maire. En cas de désaccord, il appartient au maire d'arrêter les conditions de cette mise à disposition.

CHAPITRE VI : LE DROIT A L'INFORMATION ET LE DROIT D'EXPRESSION DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

Article 20 : Droit à l'information

Comme chaque citoyen, tout conseiller municipal a le droit de demander communication sans déplacement, de prendre copie totale ou partielle des comptes rendus du conseil municipal, des budgets et des comptes de la commune ainsi que des arrêtés municipaux.

Les budgets de la commune et les documents relatifs à l'exploitation des services publics délégués sont communiqués directement par l'administration communale aux conseillers municipaux.

En outre, tout conseiller municipal a accès aux documents préparatoires des délibérations, notamment aux dossiers établis par les instances visées aux articles 14, 16 et 17 du présent règlement.

Si l'affaire qui est susceptible d'être inscrite à l'ordre du jour concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces annexes peut, à sa demande être consulté par tout conseiller municipal.

Article 21 : Droit d'expression

Tout conseiller municipal peut poser au Maire des questions écrites ou orales relatives à la gestion ou à la politique municipale dès lors que les thèmes abordés se limitent aux affaires d'intérêt strictement communal.

Lors de chaque séance du conseil municipal, après l'examen des questions posées à l'ordre du jour, tout conseiller municipal peut poser oralement une question relative à la gestion ou à la politique municipale dès lors que les thèmes abordés se limitent aux affaires d'intérêt strictement communal.

Article 22 : Bulletin d'information municipale

Les supports d'information de la commune sont le "Soucieu-magazine", le site internet de la commune www.soucieu-en-jarrest.fr, la page Facebook "Commune de Soucieu en Jarrest" ainsi que la newsletter quinzomadaire.

Conformément à l'article L 2121-27-1 CGCT :

Un espace sera réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale.

Responsabilité : Le Maire, en qualité de directeur de la publication du «Soucieu - Magazine » et de responsable du site internet, se réserve le droit de refuser la publication de tout article qui présenterait le caractère de délit de presse.

Article 23 : Affichage et publicité

Le présent règlement sera affiché dans les panneaux d'affichage de la Mairie ainsi que sur le site internet de la commune indiqué ci-dessus. Un exemplaire en sera remis à chaque conseiller municipal.

CHAPITRE VII : DISPOSITIONS FINALES

Article 24 : Modification du règlement

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du maire ou d'un des membres du conseil municipal.

Article 25 : Application du règlement

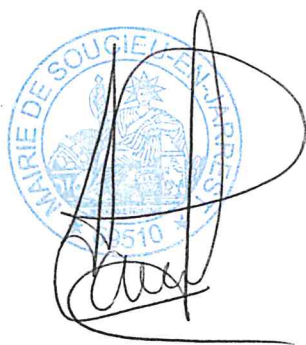
Le présent règlement est applicable au conseil municipal de Soucieu en Jarrest.

Il a été adopté par délibération n°2020-09-29/03 du conseil municipal du 29 septembre 2020.

SOUCIEU EN JARREST

Le Maire,

Arnaud SAVOIE

A handwritten signature in black ink is written over a blue circular official stamp. The stamp contains the text "MAIRIE DE SOUCIEU EN JARREST" around the perimeter and the number "510" at the bottom. The signature is a cursive script that loops around the stamp.

